



Covid-19, l'occasion de tout redessiner

Par [Renaud Duterme](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2020

[CADTM](#) 23 mars 2020

La crise sanitaire que nous sommes en train de vivre nous en apprend beaucoup sur notre société et ses défaillances. L'occasion d'insister sur ce qui a rendu possible cette épidémie afin d'en tirer les leçons et d'ores et déjà d'envisager des initiatives et des politiques radicalement différentes pour que les prochains chocs soient moins douloureux pour le plus grand nombre.

L'échec du marché-roi

Ce que cette crise révèle, c'est avant tout la responsabilité d'une société dans laquelle le marché règne en roi dans la tragédie des événements qui surviennent. Car le problème n'est pas tant le virus en tant que tel, mais bien l'incapacité de nos sociétés à y faire face. Or, cette incapacité a été savamment entretenue depuis une quarantaine d'année par des réformes néolibérales qui ont transformé la planète en un gigantesque terrain de jeu pour les grandes entreprises et les détenteurs de capitaux : coupes dans les services publics, privatisations massives, délocalisation des entreprises (dont celles fabriquant du matériel médical de base) et dépendance vis-à-vis du commerce extérieur, destruction de l'agriculture de proximité au profit des grands groupes industriels, extrême volatilité des capitaux, financement des États par les marchés financiers, etc.

D'après les prévisions, les conséquences seront d'ailleurs potentiellement les plus graves dans les pays où ces réformes ont été poussées le plus loin. Pensons aux États-Unis où une partie importante de la population est dépourvue d'assurance-santé ou aux nombreux pays du Sud dans lesquels toute mesure structurelle est quasi impossible en raison du sous-financement massif des services publics (en grande partie causée par les politiques du FMI et de la Banque mondiale).

Par conséquent, si nous voulons mettre en place des solutions alternatives, il nous faut tordre le cou à une série de dogmes qui font consensus dans la plupart des cénacles politiques (voire académiques et médiatiques) depuis plusieurs décennies : non, les secteurs de la santé et de la sécurité sociale ne constituent pas des dépenses publiques excessives ; non, des services publics de qualité ne sont pas la porte ouverte à une collectivisation forcée de la société ; non, les accords de libre-échange (en particulier dans le secteur agricole) ne sont pas synonymes de progrès économique et social ; non, le remboursement de la dette n'est pas une fatalité ; non, des déficits excédant 3 % du PIB ne précipitent pas un pays dans le chaos et non, retrouver une certaine autonomie (en particulier dans les domaines alimentaires, énergétiques et financiers) n'est pas le premier pas vers un nouveau conflit mondial.

Contre le virus de la finance

Cela dit, quand bien même cette catastrophe sanitaire serait surmontée (et gageons qu'elle le soit rapidement), nous allons probablement subir une crise économique majeure, sans doute pire que celle de 2007-2008. L'éclatement de bulles financières géantes a déjà commencé et les mises en garde de nombreux économistes quant aux risques systémiques s'amplifiant depuis plusieurs années semblent se révéler fondées [1]. Chute des indices boursiers, paralysie de l'économie mondiale, arrêt quasi complet des voyages transatlantiques, pression considérable sur les budgets d'États déjà en difficultés, arrêt de certaines chaînes d'approvisionnement, chômage technique touchant des millions de personnes. En définitive, tous les ingrédients réunis pour une récession profonde et durable. Sans oublier les attaques spéculatives qui vont sans doute déferler sur les États les plus fragiles.

Ce constat ne vise pas à rajouter du fatalisme là où ce dernier est déjà bien présent. Il vise au contraire à se préparer et d'ores et déjà envisager des mobilisations massives en faveur d'une gestion du cataclysme à venir au profit des populations et au détriment de ceux qui en sont responsables. Car ce que nous sommes en train de vivre est l'occasion de refonder profondément la façon dont fonctionnent nos sociétés, à savoir sortir de cette toute-puissance du marché.

Une porte ouverte

Concrètement, si nous voulons que cette crise soit le début d'une refondation complète de nos institutions, il faudra nécessairement que les initiatives locales mises en place de part et d'autre (réseaux d'entraide et de solidarité, comités de quartier, soutien aux personnes actives dans l'aide à la personne, auto-organisation des habitants, etc.) se renforcent une fois le gros de la tempête passé et surtout que ces initiatives se combinent avec des revendications politiques fortes et sur lesquelles il faudra nous montrer intraitables. Ces revendications devront bien entendu être décidées collectivement mais gageons que rien ne sera possible tant que nos territoires seront soumis aux exigences du Capital mondialisé.

Par conséquent, tout programme de revendications restera lettre morte si quelques fondamentaux ne sont pas posés, à savoir l'annulation des dettes illégitimes ; le refus de sauvetages bancaires [2] sans condition d'une tutelle publique sur les établissements défaillants ; un protectionnisme solidaire et la recréation d'un tissu économique autonome, local et en accord avec les grands enjeux écologiques et climatiques ; un refinancement de services publics de qualité (en particulier dans la santé, la sécurité sociale et les transports publics) ; un soutien massif à l'économie réelle via une aide des pouvoirs publics ; une mise à contribution des grands groupes financiers et industriels au profit des petites entreprises ; la priorité à une agriculture de proximité, riche en main d'œuvre et économe en intrants et machines et bien sûr un contrôle drastique des mouvements de capitaux afin d'éviter toute hémorragie financière.

Bien entendu, il ne s'agit pas ici d'un programme mais de préalables indispensables si l'on veut des réponses adéquates aux chocs à venir. Car n'en déplaise aux incorrigibles optimistes, l'avenir proche va voir de nombreux événements (sanitaires, climatiques, économiques, géopolitiques, écologiques) venir de nouveau perturber le fonctionnement normal de nos vies quotidiennes. Et dans ces cas, une véritable résilience ne pourra s'organiser sans mettre l'économie au pas.

Image en vedette : CC - Pixabay - romanakr

Notes :

[1] <https://cadtm.org/Non-le-coronavirus-n-est-pas-le-responsable-de-la-chute-des-cours-boursiers>

[2] Si la situation n'était pas aussi dramatique, il serait presque comique d'entendre depuis quelques semaines de la bouche de libéraux convaincus des demandes d'interventions de l'État dans l'économie ou une sortie de certains secteurs essentiels de la logique de marché.



Renaud Duterme est enseignant, actif au sein du CADTM Belgique, il est l'auteur de [Rwanda, une histoire volée](#), éditions Tribord, 2013, co-auteur avec Éric De Ruest de [La dette cachée de l'économie](#), Les Liens qui Libèrent, 2014, auteur de *De quoi l'effondrement est-il le nom ?*, éditions Utopia, 2016 et auteur de [Petit manuel pour une géographie de combat](#), éditions La Découverte, 2020.

La source originale de cet article est [CADTM](#)
Copyright © [Renaud Duterme](#), [CADTM](#), 2020

Articles Par : [Renaud Duterme](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca